**PROCES VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 14 AVRIL 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le Conseil Municipal de la Commune de Ville-en-Vermois, dûment convoqué le 7 avril, s'est réuni en séance publique Salle Marlène Colas le 14 avril 2025, sous la présidence de Monsieur Jean-François GUILLAUME, Maire.

Étaient présents : Mesdames BARRAGAN, COLNOT, OSSOLA, GUESNEY, WIBERT
Messieurs BLANCK, JANVIER, GUILLAUME, VENTURIN

Pouvoirs : Mme AYRAL à Mme OSSOLA – M. DAGET à Mme GUESNEY
Mme THIERRY à Mme COLNOT

Excusés : M. HUMBERT et M. SIMON

Secrétaire de séance : Mme BARRAGAN

Après le constat des conseillers municipaux présents, Mme BARRAGAN est désignée en qualité de secrétaire de séance. Monsieur GUILLAUME ouvre la séance à 20h45 et demande si le compte rendu du 20 janvier fait l'objet d'observations. Aucune observation n'étant émise, le procès-verbal est adopté.

1. DEL. 5 et 6 – APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) 2024 : COMMUNE ET CRECHE

Le compte financier unique constitue le document budgétaire qui se substitue à la fois au compte administratif et au compte de gestion.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ; les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales sont présentes au sein d'un même document ;
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable ; le contenu du compte a été revu afin de disposer de données clés et d'informations pertinentes (nouveaux ratios, rappel des taux d'impositions, bilan et compte de résultat synthétiques) ;
- aboutir à une confection 100 % dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne ; des contrôles automatisés de cohérence sont réalisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable de la DGFIP, ce qui simplifie les travaux d'ajustement en fin de gestion et améliore la qualité des comptes.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

À terme, le CFU et le rapport sur le CFU composant un bloc cohérent participeront avec les données ouvertes ("open data") à moderniser l'information financière.

BUDGET PRINCIPAL

Sous la présidence de Monsieur BLANCK Jean-Marie, 1^{er} adjoint chargé de la préparation des documents budgétaires, le Conseil Municipal examine le CFU du budget principal et de la crèche 2024 établit ainsi :

Investissement

Dépenses	Prévu :	748 202.24
	Réalisé :	432 558.76
	Reste à réaliser :	45 486.00
Recettes	Prévu :	748 202.24
	Réalisé :	409 332.12
	Reste à réaliser :	28 034.20

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	926 054.09
	Réalisé :	465 434.15
	Reste à réaliser :	0.00
Recettes	Prévu :	926 054.09
	Réalisé :	985 930.82
	Reste à réaliser :	0.00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-	23 226.64
Fonctionnement :		520 496.67
Résultat global :		497 270.03

Hors de la présence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le CFU du budget principal 2024

BUDGET ANNEXE CRECHE

Investissement

Dépenses	Prévu :	124 010.62
	Réalisé :	67 216.49
	Reste à réaliser :	56 759.00
Recettes	Prévu :	124 010.62
	Réalisé :	42 545.85
	Reste à réaliser :	20 475.16

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	613 389.90
	Réalisé :	470 886.01
	Reste à réaliser :	0.00
Recettes	Prévu :	613 389.90
	Réalisé :	549 561.09
	Reste à réaliser :	0.00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-	24 670.64
Fonctionnement :		78 675.08
Résultat global :		54 004.44

Hors de la présence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le CFU du budget annexe crèche 2024

2. DEL. 7 et 8 - AFFECTATION DES RESULTATS 2024 : COMMUNE ET CRECHE

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Jean-François GUILLAUME, Maire,
Après avoir approuvé le CFU du budget principal de l'exercice 2024 le 14 avril 2025,
Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024

BUDGET PRINCIPAL

Constatant que le CFU fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 153 723.62
- un excédent reporté de : 366 773.05
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : 520 496.67

- un déficit d'investissement de : 23 226.64
- un déficit des restes à réaliser de : 17 451.80
Soit un excédent de financement de : 40 678.44

DÉCIDE d'affecter à l'unanimité le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2024 : EXCÉDENT	520 496.67
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	40 678.44
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	479 818.23
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DEFICIT	23 226.64

BUDGET ANNEXE CRECHE

Après avoir approuvé le CFU du budget annexe crèche de l'exercice 2024 le 14 avril 2025,
Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,
Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024

Constatant que le CFU fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 68 496.26
- un excédent reporté de : 10 178.82
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : 78 675.08

- un déficit d'investissement de : 24 670.64
- un déficit des restes à réaliser de : 36 283.84
Soit un besoin de financement de : 60 954.48

DÉCIDE d'affecter à l'unanimité le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2024 : EXCÉDENT	78 675.08
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	60 954.48
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	17 720.60
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DEFICIT	24 670.64

3. DEL. 9 et 10 - VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2025 : COMMUNE ET CRECHE

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 étudié lors de la réunion de la commission finances du 21 mars 2025, comme suit :

Dépenses et recettes de fonctionnement : 1 090 248.30
Dépenses et recettes d'investissement : 627 757.49

Le Conseil Municipal,
Vu l'avis de la commission finances du 21 mars 2025,
Vu le projet de budget primitif 2025,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE LE BUDGET PRIMITIF 2025 arrêté comme suit :

- Au niveau du chapitre pour la section fonctionnement
- Au niveau du chapitre pour la section investissement

Sections	Dépenses	Recettes
fonctionnement	1 086 448.30 €	1 086 448.30 €
investissement	627 757.49€	627 757.49 €
dont :		
propositions nouvelles :	582 271.49 €	599 723.29 €
restes à réaliser 2024 :	45 486.00 €	28 034.20 €

"conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L5217-10-6 du CGCT, le conseil délègue à Monsieur le Maire la faculté de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, ou d'opérations à opérations, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la proportion de 7,5 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement et dans la même proportion pour les dépenses réelles de la section d'investissement. Monsieur le Maire informera le conseil de ces mouvements de crédits lors du premier conseil qui suivra ce virement de crédits."

BUDGET PRIMITIF CRECHE

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 étudié lors de la réunion de la commission finances du 21 mars 2025, comme suit :

Dépenses et recettes de fonctionnement : 552 094.61 €

Dépenses et recettes d'investissement : 116 660.64 €

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission finances du 21 mars 2025,

Vu le projet de budget primitif 2025,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE LE BUDGET PRIMITIF CRECHE 2025 arrêté comme suit :

- Au niveau du chapitre pour la section fonctionnement
- Au niveau du chapitre pour la section investissement

Sections	Dépenses	Recettes
fonctionnement	552 094.61€	552 094.61€
investissement	116 660.64 €	116 660.64 €
dont :		
propositions nouvelles :	59 901.64 €	96 185.48 €
restes à réaliser 2024 :	56 759.00 €	20 475.16 €

"conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L5217-10-6 du CGCT, le conseil délègue à Monsieur le Maire la faculté de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, ou d'opérations à opérations, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la proportion de 7,5 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement et dans la même proportion pour les dépenses réelles de la

section d'investissement. Monsieur le Maire informera le conseil de ces mouvements de crédits lors du premier conseil qui suivra ce virement de crédits."

4. DEL. 11 - VOTE DES TAUX DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE POUR 2025

Monsieur le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Monsieur le Maire propose de maintenir les taux votés en 2024 qui sont inchangés depuis de nombreuses années.

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de fixer les taux communaux pour l'année 2025 comme suit :

- TAXE FONCIERE BATIE (TFB) : 25,80 %
- TAXE FONCIERE NON BATIES (TFNB) : 11,50 %
- TAXE HABITATION (TH) : 15,06 %

Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

5. DEL. 12 - NEUTRALISATION D'AMORTISSEMENTS DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEE

Exposé du Maire :

Les subventions d'équipement versées par les collectivités doivent être amorties, ce sont des dépenses obligatoires à inscrire au budget. Dans ce cadre, la contribution financière versée au SDE 54 pour l'enfouissement des réseaux réalisé dans la Grande Rue et Route de Lupcourt en 2024 devrait donc être amortie à compter de l'année suivant son paiement.

Afin de ne pas impacter le budget en mobilisant la dotation aux amortissements, notamment en section de fonctionnement, il est possible de mettre en place un dispositif permettant la neutralisation de cet amortissement qui consiste de réduire ou d'annuler le montant de la dotation budgétaire annuelle aux amortissements liés aux subventions d'équipement versée par la collectivité.

Monsieur le Maire propose d'adopter le principe de neutralisation dans sa totalité de la dotation budgétaire liée à la subvention d'équipement versée au SDE 54 d'un montant de 37 556.56 € et de fixer sa durée à un an.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Fixe la durée d'amortissement liée à cette subvention d'équipement à un an
- Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre la procédure de neutralisation totale de la dotation liée au versement de la subvention d'équipement versée au SDE 54 d'un montant de 37 556.56 €.
- Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2025
- En section de fonctionnement : dépense au 6811 – recette au 7768
- En section investissement : dépense au 198 – recette au 2804

6. DEL. 13 - CREATION DE POSTE SERVICE ADMINISTRATIF

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 20 JANVIER 2025, modifié pour avancements de grade,

Considérant qu'il est nécessaire de former un nouvel agent administratif par l'agent actuellement en poste qui fait valoir son droit à la retraite au 1er septembre 2025 et que ce besoin nécessite la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif,

Le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade d'agent administratif principal de 2ème classe relevant de la catégorie hiérarchique C
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions principales suivantes : finances – ressources humaines
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.
- la modification du tableau des emplois à compter du 1er mai 2025.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE

- de créer au tableau des effectifs un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade d'agent administratif principal de 2ème classe relevant de la catégorie hiérarchique C du cadre d'emplois des adjoints administratifs à raison de 35 heures hebdomadaires.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents.

7. DEL. 14 – ADHESION A LA MISSION RGPD PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUES TERRITORIALE DE MEURTHE ET MOSELLE ET DESIGNATION D'UN DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES (DPD)

EXPOSE PREALABLE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle propose aux collectivités du département qui le souhaitent une mission d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) des traitements de données personnelles.

Le Maire expose à l'assemblée le projet de convention pour la période 2025-2026 à la mission mutualisée d'accompagnement à la mise en conformité des activités de traitements de données personnelles avec les dispositions du règlement général sur la protection des données « RGPD ». Cette convention est proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il introduit un changement de paradigme fondé sur la responsabilisation a priori des acteurs traitant de données personnelles et un renversement corollaire de la charge de la preuve, ainsi que de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel.

Le RGPD n'est ni un document de prescriptions, ni un document d'interdictions. C'est un règlement d'encadrement qui fixe des obligations et des principes, mais les solutions permettant son respect incombent au responsable de traitement (la collectivité).

Au regard de l'importance du respect des obligations et des principes posés par le RGPD, des réponses techniques à apporter ainsi que de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission présente un intérêt certain.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle partage son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique avec des collectivités et établissements publics qui le souhaitent.

La précédente convention ayant pour échéance le 31 décembre 2024, la nouvelle convention proposée vise à poursuivre la mission avec effet au 1^{er} janvier 2025. Tout le travail déjà réalisé dans le cadre des précédentes conventions est conservé et reste accessible sur l'espace RGPD dédié à notre collectivité dans l'outil informatique mis à notre disposition

Par la présente délibération, nous nous proposons d'adhérer à la mission RGPD du centre de gestion.

En annexe de la présente délibération, vous trouverez la convention d'adhésion à ce service, détaillant les modalités concrètes d'exécution de la mission.

LE MAIRE PROPOSE A L'ASSEMBLEE

- d'adhérer au service d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité,
- de l'autoriser à signer la convention relative à ladite mission et à prendre/signer tout document afférent à ladite mission,
- de désigner auprès de la CNIL le CDG54, personne morale, comme étant le Délégué à la protection des données (DPD) de la collectivité.

DECISION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE

- d'autoriser le Maire à signer la convention relative à la mission d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité ;
- d'autoriser le Maire à prendre et à signer tout document et acte relatif à ladite mission ;
- d'autoriser le Maire à désigner auprès de la CNIL le CDG 54 comme étant le Délégué à la Protection des Données (DPD) personne morale de la collectivité

8. DEL. 15 – CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE POUR LE DEPLOIEMENT ET L'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES

En vue de l'installation d'une borne de recharge ouverte au public, rue des Ecoles, sur le parking situé derrière la mairie, il est proposé de signer avec la société UEM, sise 2 place du Pontiffroy à Metz, représentée par Stéphane KILBERTUS, Directeur Général, une convention d'occupation domaniale.

Après avoir entendu l'exposé du maire,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Maire à signer avec la société UEM, la convention d'occupation domaniale pour une durée de 15 ans ainsi que tous les documents y afférant.
- d'approuver la redevance annuelle due, dans les conditions prévues à l'article 18 de la convention.

9. DEL. 16 – CCPSV : CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

VU le code de l'environnement

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.233-78

VU le code de la santé publique

VU la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des matériaux, dont est issu le principe de redevance spéciale, modifiée par la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 qui a rendu obligatoire la redevance spéciale à compter du 1^{er} janvier 1993 ;

VU la délibération n°118-2024 du 12 décembre 2024 adoptée par la Communautés de Communes des Pays du Sel et du vermois adoptant la mise en place de la redevance spéciale et approuvant la convention de redevance spéciale ;

Le Code général des collectivités territoriales prévoit, notamment aux articles L.2224-14 et L.2333-78, que les communes ou établissements publics de coopération intercommunale ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ont l'obligation de créer une redevance spéciale pour l'élimination des déchets résultant d'activités professionnelles ou administratives et assimilables aux déchets ménagers qu'ils collectent et traitent sans sujétions particulières.

En date du 12 décembre 2024, le conseil communautaire de la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois a décidé d'instaurer, à compter du 1er janvier 2025, une redevance spéciale pour l'élimination de ces déchets. Outre les activités professionnelles (industriels, commerçants et artisans), la redevance s'applique également à tous les établissements publics et administrations collectés sur le territoire du Sel et Vermois, ces établissements n'étant pas soumis à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

La commune de Ville en Vermois doit donc intégrer ce nouveau dispositif intercommunal de collecte des déchets en vue notamment de renforcer le tri des déchets recyclables dans les équipements municipaux.

Les modalités de mise en œuvre de la redevance spéciale sont précisées par convention particulière, indiquant la dotation de bacs définie par les services municipaux.

Le Conseil Municipal à l'unanimité,

- APPROUVE la convention de redevance spéciale, telle qu'annexée à la présente délibération

- AUTORISE monsieur le Maire à signer la convention de redevance spéciale permettant la gestion des déchets ménagers et assimilés produits par les services municipaux de la commune de Ville en Vermois. par la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois
- DIT que les crédits sont inscrits au budget 2025 et suivants

10. DEL.17 – AVIS SUR LE PROJET D'EXPLOITATION D'UNE DECHETTERIE COMMUNAUTAIRE SUR LE TERRITOIRE DE MANONCOURT-EN-VERMOIS

La Communauté de Commune des Pays du Sel et du Vermois a présenté une demande d'autorisation pour l'exploitation d'une déchetterie communautaire sur le territoire de la commune de Manoncourt-en-Vermois.

La commune étant située dans un rayon de moins d'un kilomètre autour de l'installation projetée, le conseil municipal est invité à exprimer son avis sur ce projet.

Les membres du conseil municipal donnent un avis favorable à l'unanimité pour le projet d'exploitation d'une déchetterie communautaire.

Informations diverses :

- ◆ Dossier catastrophes naturelles 2015 : Dans le cadre du dossier cité en objet, le Conseil d'Etat avait annulé le 11/08/2023 dans son intégralité l'arrêt de la cour n°19NC00632 du 30 juin 2021 et renvoyé l'affaire, pour réexamen total, à juger devant la cour.

Notre avocat a rédigé des conclusions en reprise d'instance pour que la Cour réexamine intégralement la requête.

Par arrêté du 20/02/2025 la Cour Administrative d'appel de Nancy a annulé le jugement du tribunal administratif et a rejeté les demandes formulées par la commune.

Suivant notre avocat, un pourvoi est toujours possible dans un délai de 2 mois soit pour le 19/04/2025 au plus tard, néanmoins, il n'est pas certain d'un succès dans une telle hypothèse.

Monsieur le Maire se renseignera sur la position des autres communes concernées par ce recours, afin de prendre une décision.

- ◆ Une habitante de Gérardcourt signale au moins 6 chats errants dont une femelle qui va mettre bas prochainement. Elle a fait stériliser une femelle et castrer un male mais pour réduire la population, il faudrait faire une intervention « chats libres » comme au Clos du Cardinal suivant procédure adaptée. La commune renouvelle chaque année la convention Clara (ci jointe) qui permet de bénéficier de prix négociés pour la stérilisation et l'identification des chats libres. Un avis favorable est donné.
- ◆ Une réunion d'information pour les élus des communes rurales de la CCPSV sera organisée le mardi 6 mai à 18h, salle des fêtes de Lupcourt, portant sur le transfert de la compétence en matière de PLUi.